

Pendant une douzaine d'années, l'autorité du P. C. F. ne s'exerça que sur une minorité active de la classe ouvrière ; elle ne pénétra pas profondément dans les larges couches des travailleurs surtout faute de grandes luttes, mais le parti acquit, auprès des masses le crédit pour la combativité et l'énergie que manifestaient ses militants. Ces masses politiquement peu développées, ne furent aucunement impressionnées par les nombreux tournants dictés par le Kremlin. Ceux-ci n'avaient d'importance que pour une toute petite minorité de militants dont le cerveau s'ouvrait trop souvent au moment où de longues années d'activité avaient usé le meilleur de leurs forces vives.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir dégrisa la bourgeoisie française. La paix de Versailles qui lui avait coûté un million et demi de morts et autant de blessés, était brisée : il fallait ou triompher dans une nouvelle guerre, (et encore le jeu ne valait pas la chandelle) ou renoncer à la place d'une grande puissance. Mais ceci ne pouvait se faire sans l'instauration d'un nouvel équilibre social, c'est-à-dire l'instauration d'un « Etat fort », qui réduise considérablement le standard de vie des masses travailleuses. Le coup de force réactionnaire du 6 février 1934 inaugura la marche du capitalisme français vers « l'Etat fort ». Mais l'arrivée d'Hitler au pouvoir, la menace de guerre qu'elle révéla et le coup de force du 6 février alertèrent aussi la classe ouvrière et les couches laborieuses en général. La France entra dans une période de grandes convulsions qui, à ce jour, a été marquée par le 6 février, juin 36, la débâcle de juin 40, la « libération ». Les grandes oscillations effectuées de droite à gauche et vice-versa n'ont pas encore pu aboutir à un équilibre. Dans cette ère de politisation intense de la population française, les oscillations ont été liées essentiellement aux déplacements politiques de la petite bourgeoisie qui ne s'est pas encore fixée.

Quant à la classe ouvrière, elle commença à se porter tout d'abord en 1935 et 1936 vers le PS et le PC, d'où résulta entre autre le Front populaire, première combinaison des vieilles directions avec une fraction de la bourgeoisie pour canaliser et freiner le mouvement des masses.

L'appareil longuement mis au point du PC et des syndicats sous son contrôle commença à cette même époque à encadrer des millions de travailleurs. A partir de 1935-36, le PCF recueillit le fruit des sacrifices et des dévouements que les militants communistes avaient fournis au cours de la période noire de 1923 à 1933. Le Front populaire provoqua bien des déceptions dans la classe ouvrière ; mais comme le PC n'était pas représenté dans le gouvernement (se bornant à le soutenir), la décomposition du Front populaire s'opéra surtout aux dépens de l'influence

de la social-démocratie dans la classe ouvrière.

Ce fut vint la deuxième guerre mondiale. Incontestablement la période du Pacte germano-soviétique commença à soulever chez de nombreux militants communistes le germe d'un doute sur la politique de Moscou. Consciente de ce fait, la direction du PCF s'efforce aujourd'hui encore, par les moyens les plus divers, de « justifier » la politique de cette période (3). Mais cette politique ne gêna pas le développement du PCF au cours de la période suivante d'alliance entre l'URSS et les démocraties occidentales, de la « résistance ». C'est alors que la grande masse des travailleurs de France passa sous le contrôle des hommes du Kremlin. La social-démocratie et les syndicalistes à la Jouhaux furent gravement compromis en raison du rôle joué au cours des années de guerre par une aile de leurs organisations (Paul Faure, Belin). Même l'exclusion de celle-ci ne suffit pas à rehausser leur prestige. En outre, dans les dix années précédentes, ils n'avaient qu'exceptionnellement recruté et formé des cadres jeunes. Ils se trouvèrent ainsi au lendemain de la guerre dépourvus d'une partie de leurs anciens bastions ouvriers (Nord, Pas-de-Calais, Rhône,...). Par contre, la direction du PCF, qui spécula aussi sur les cadavres des militants communistes tombés au cours des années de guerre, se vit à la sortie de la clandestinité à la tête de toute une génération de cadres ouvriers arrivés à maturité, liés au Comité Central et jouissant d'une

3) A côté de livres comme celui de F. Wate, on doit surtout signaler les « romans » écrits sur ordre du Bureau Politique par Aragon (« Les communistes »). Voir les déclarations d'Aragon lui-même dans *La nouvelle critique*.

Dans le rapport sur « La Formation des cadres » présenté par le C. C. pour le X^e congrès (1945), on lit :

« Qualités que doit présenter un militant :

a) Dévouement au parti et fidélité à l'égard de sa ligne politique.

Certes, le travail réalisé par un camarade avant septembre 1939 ou après août 1944 doit être considéré comme très important. Toutefois, la fidélité envers la ligne politique se vérifiant plus particulièrement dans les moments dangereux, les éléments suivants sont déterminants :

— position d'août 1939 (pacte de non-agression et traité de commerce germano-soviétique) à juin 1940 ;

— participation à la lutte pendant la période illégale (septembre 1939-septembre 1944) ;

— éventuellement, son attitude dans les prisons et dans les camps d'internement ou de déportation (page 165) ».

On notera particulièrement la place donnée à l'attitude devant le pacte germano-soviétique.